



L'économie politique de la production de connaissances, l'esclavage conjugal et ses enjeux en Afrique

Ce séminaire de cinq jours sur l'ECTG accueilli par l'Université du Witwatersrand a réuni des universitaires, des activistes et des chercheuses et chercheurs communautaires pour discuter de l'économie politique de la production de connaissances et l'esclavage conjugal en période de guerre et d'après-guerre en Afrique. Cette approche communautaire novatrice visant à comprendre comment nous tirons parti d'épistémologies familières pour produire de nouvelles façons de concevoir la réduction en esclavage, le conflit et le mariage forcé en Afrique a fait ressortir les méthodes et les raisons éthiques de différentes approches, ainsi que le rôle que jouent celles-ci s'agissant de favoriser et/ou de mettre en question les asymétries ou les inégalités dans la production de connaissances dans l'hémisphère nord et dans l'hémisphère sud.

La conférence a débuté par un discours du professeur Muchaparara Musemwa, directeur de la Faculté de sciences sociales de l'Université du Witwatersrand. Il a rappelé de façon émouvante à son auditoire l'importance centrale de ces questions et en quoi elles influent sur les enjeux de notre vie aujourd'hui. À son avis, ce genre de recherche est crucial pour comprendre la pérennité de l'esclavage conjugal et les façons dont sa matérialité et ses connaissances constitutives contribuent à la vie politique, économiques et sociale de tout le continent africain. Il a souligné qu'il était nécessaire que les chercheuses et chercheurs écrivent sur ces thématiques (esclavage, esclavage conjugal, mariage forcé, Afrique) et en parlent de façon éthique et responsable pour renforcer la dignité et la subjectivité de ceux et celles qui ont vécu des guerres et des conflits. Les idées reçues dans nos disciplines ne devraient pas être prises pour acquises, a-t-il affirmé, mais remises en question pour déterminer leur pertinence pour la recherche. Il a énuméré quelques-unes des questions essentielles servant de base à la conférence. Comment explorons-nous les significations, les expériences et les perceptions de nos sujets d'étude ? Quelle est la politique régissant la manière dont nous produisons des corpus de connaissances ? Et bien sûr, toute la conférence a tourné autour de la question de l'éthique, qui ne peut être « dissociée de la question du pouvoir ».

Le professeur Musemwa a affirmé que la production sociopolitique et historique de ce genre de recherche situe et implique la chercheuse ou le chercheur comme sujet constitué dans la relation entre chercheurs et objets d'étude en général. Ces liens entre connaissances et pouvoir sont intimes et

conséquents ; la compréhension de ce lien est essentielle à toute tentative de formulation d'une théorie politique des connaissances et de leur production comprenant les exemples politiquement fondés présentés pendant la conférence. Finalement, il a rappelé aux personnes présentes que les thématiques du séminaire sont au centre de la production d'une certaine forme de connaissances indépendantes de la politique et des configurations institutionnelles de leurs diverses disciplines. Les sciences sociales et humaines se retrouvent ainsi au cœur des débats publics qui contribuent à la formulation de politiques publiques. Toute la conférence, consacrée à examiner les différentes manières dont les formes de réduction en esclavage, de conflit et de mariage en Afrique subsaharienne sont expliquées et comprises, s'est déroulée en français et en anglais (avec traduction simultanée). La langue était ainsi au premier plan quant à la façon dont nous produisons et faisons circuler des idées, et quant à leur effet dans la multiplicité des communautés touchées par ces phénomènes.



Le réseau ECtG composé de chercheurs, chercheuses, intervenants et intervenantes universitaires et communautaires s'est réuni pour se pencher sur le mariage forcé en temps de guerre dans six pays : la RDC, le Libéria, le Nigeria, le Rwanda, la Sierra Leone et l'Ouganda. Tirant largement parti de recherches de première main, d'entretiens, d'observations participantes, de méthodes créatives artistiques et poétiques, d'enquêtes, d'archives et de documents de politique, les conférencières et conférenciers ont fait état de la nécessité non seulement d'éviter de prendre les méthodes connues pour acquises dans notre travail, mais aussi d'en élaborer de nouvelles qui permettent d'approfondir les échanges et de comprendre le rôle des méthodes dominantes pour la recherche sur les formes de violence fondée sur le sexe dans des contextes de conflit et d'après-conflit en Afrique.



Les présentations de la première journée ont porté sur la production de différentes formes de connaissances, soit anthropologiques, perspectives, artistiques, ethnographiques et juridiques. Les intervenantes et intervenants ont parlé de la production de ces connaissances, formulé des approches éthiques de la réparation des violences et signalé les conséquences dramatiques de l'esclavage conjugal dans la vie quotidienne des survivantes. Des collègues qui mènent des recherches auprès d'enfants nés de la guerre et sur Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria ont affirmé que notre production de connaissances n'est pas neutre, mais qu'elle dépend de l'évolution des relations avec nos interlocuteurs, en tenant compte de leurs besoins et de leur discernement des questions et enjeux/phénomènes qui doivent être pris au sérieux.

« Par exemple, si une personne mène des recherches sur l'esclavage conjugal et Boko Haram pendant le conflit armé dans le Nord du Nigéria, elle voudra peut-être poser les questions suivantes : Pour qui est la recherche ? Quels sont les aspects juridiques et éthiques de la recherche au Nigeria ? Dans quel espace et durant quelle période se produit la réduction en esclavage par Boko Haram ? »

Ces collègues ont signalé que le chercheur n'est pas indépendant des sujets et communautés de son étude. Les chercheuses et chercheurs font plutôt face à un dilemme éthique dans leur réflexion et leurs recherches sur l'esclavage conjugal et le mariage forcé en Afrique. Selon les panélistes, si nous voulons vraiment combattre l'esclavage conjugal et le mariage forcé et leurs conséquences actuelles, nous devons comprendre les risques encourus par les personnes avec lesquelles nous essayons de travailler – ce qu'elles pourraient dire sans être punies ni subir aucune autre conséquence politique et/ou dont les témoignages, photos, idées et façons d'être pourraient apparaître dans nos écrits. Le fait de travailler avec des communautés africaines oblige les chercheuses et chercheurs à remettre en cause l'inégalité du développement géopolitique et les notions de réduction en esclavage et de suprématie blanche genrée, ainsi qu'à prioriser la sécurité des personnes réduites en esclavage ou forcées à se marier.

Les histoires derrière les mots étaient parmi les principaux sujets de conversation. Des universitaires et des spécialistes de différentes organisations ont discuté des types de connaissances qui devraient être produites et de la façon dont elles devraient être utilisées et diffusées. Par exemple, la table ronde sur la production et l'utilisation de connaissances

juridiques a souligné l'importance de produire des connaissances, de comprendre comment elles peuvent servir à éliminer le mariage forcé en temps de guerre et de rassembler différentes communautés pour définir et poursuivre des objectifs communs.



Les participantes et participants à la deuxième journée ont parlé de façons créatives d'aligner plaidoyer et recherche. Tirant parti d'entretiens en profondeur et d'un travail poétique (c.-à-d. artistique) avec

des survivantes de l'esclavage sexuel en temps de guerre, les panélistes ont traité de ce que cela signifie de faire des recherches qui peuvent servir dans une large mesure à plaider pour l'élimination de la violence et l'instauration de la justice. Apportant des éléments d'information tirés de leurs recherches sur les enfants nés du génocide et de leur travail avec les communautés, les membres de la deuxième et de la troisième table ronde ont traité des incidences de leur travail de formulation et de reconfiguration des questions de recherche. Pour ces panélistes, il ne suffit pas de formuler des questions indépendantes des espaces au sein desquels des actes de violence ont été commis et sans tenir compte des préoccupations actuelles des survivantes.

La question plus générale de la conférence concernant les méthodologies a également été abordée. Les panélistes ont signalé que les méthodologies et les méthodes ne sont pas géopolitiquement neutres. La chercheuse ou le chercheur ne doit pas se limiter à recueillir et rédiger les « données ». Il/elle doit poser des questions et faire des choix concernant la méthodologie, y compris le déploiement d'approches créatives et poétiques permettant de comprendre en quoi ces « choix » et la dynamique du pouvoir/capital dans le monde influent sur ce qui se passe à différents endroits.





Plus important encore, les panélistes ont soulevé des questions concernant les auditoires et les conversations qui naissent dans différentes communautés et le fait que celles-ci deviennent la cible de la recherche. Par exemple, si une personne mène des recherches sur l'esclavage conjugal et Boko Haram pendant le conflit armé dans le Nord du Nigéria, elle voudra peut-être poser les questions suivantes : Pour qui est la recherche ? Quels sont les aspects juridiques et éthiques de la recherche au Nigeria ? Dans quel espace et durant quelle période se produit la réduction en esclavage par Boko Haram ? Boko Haram ne peut pas être le seul sujet de la recherche sur l'esclavage conjugal ; toutes les parties nationales/internationales (par ex. les multinationales) doivent être prises en compte. Les panélistes ont également signalé l'importance de la perspective, car la perspective peut amener un chercheur à définir le principal enjeu de façon trop étroite, excluant d'autres points de vue. Par exemple, si l'esclavage conjugal est défini comme un enjeu national plutôt qu'international, le chercheur fait fi du droit international et de l'incidence qu'il peut avoir sur la définition et sur l'approche de la réduction en esclavage conjugal, ainsi que sur les possibilités de réparation et autres formes de justice. Qui plus est, ces éléments définitionnels ne tiennent pas compte du rôle et des intérêts des multinationales, empêchant ainsi une analyse approfondie de la politique mondiale et des rapports fondés sur la race et le genre au sein et en dehors du continent africain.

« Comment pouvons-nous éviter de condamner des sujets à être des factures, et des unités d'investissement et de valeur ? Comment les histoires ou l'historiographie peuvent-elles éviter d'honorer abusivement les morts dans les cadres dominants de l'eurocentrisme, du racisme contre les noirs et du marché ? »

La troisième journée, les échanges ont tourné autour de la configuration historique de l'esclavage et son élément constitutif comme une forme de connaissances inextricablement liées au pouvoir. Les panélistes ont fait ressortir la trajectoire historique de l'esclavage et souligné l'importance de l'histoire dans l'étude des formes actuelles d'esclavage et de réduction en esclavage en Afrique. Cette trajectoire historique est à la fois descriptive et analytique, nous ont rappelé les panélistes, et le travail réalisé actuellement sur les thèmes de la réduction en esclavage et du mariage forcé doit tenir compte de la dynamique du pouvoir et des formes de connaissances normatives. Un tel éclairage permet aux chercheurs et chercheuses de comprendre que l'apparition de mariages forcés s'accompagne de dynamiques de pouvoir bien ancrées qui doivent être comprises au moment de réaliser des

entretiens, des observations participantes ou des recherches archivistiques. Quelques panélistes ont posé la question : Et si les expressions actuelles de la réduction en esclavage et de l'esclavage conjugal étaient intimement liées à des histoires de réduction en esclavage fondée sur le genre et la race ? Ces effets de l'esclavage et la complexité des configurations actuelles ne peuvent être ignorés ni rendus invisibles par les chercheuses et chercheurs.



À la table ronde de la dernière journée, les panélistes ont présenté en conclusion des informations essentielles sur l'économie politique de la

production de connaissances et son lien inextricable avec le pouvoir en Afrique. En plus de soulever des questions au sujet des archives coloniales et nationales et des formes de violence qu'elles montrent, les panélistes se sont interrogés sur la façon dont on écrit l'histoire. Ils/elles ont signalé combien il est important d'éviter que l'écriture n'engendre davantage de violence. Comment pouvons-nous éviter de condamner des sujets à être des factures, et des unités d'investissement et de valeur ? Comment les histoires ou l'historiographie peuvent-elles éviter d'honorer abusivement les morts dans les cadres dominants de l'eurocentrisme, du racisme contre les noirs et du marché ? Le fait d'associer la production d'histoires et l'historiographie de l'esclavage et de la réduction en esclavage et de sa violence au marché est co-constitutif de la violence du capital et ne saurait donc nous mener très loin. Un aspect tout aussi important est de voir l'influence de la période coloniale et des luttes abolitionnistes sur les dynamiques de l'esclavage conjugal et de la réduction.

L'insistance des panélistes sur l'histoire s'est accompagnée de leur appui à la production de connaissances sur la réduction en esclavage et le mariage forcé en temps de guerre par les intervenantes et intervenants de l'hémisphère sud. Le dernier groupe de panélistes a fait ressortir la positionnalité des bailleurs de fonds et des chercheuses et chercheurs, ainsi que les points de vue géopolitiques, dans la conception de l'esclavage, de la réduction en esclavage, du mariage forcé et de l'Afrique. Les recherches menées du point de vue des personnes réduites en esclavage, du point de vue de l'Afrique, des personnes contraintes à l'esclavage conjugal et de



l'hémisphère sud doivent remettre en question les connaissances et les idées dominantes concernant le monde ; ces recherches doivent reconnaître les chercheurs et chercheuses d'Afrique, l'Afrique comme lieu de connaissances mondiales, et leur contribution à ces connaissances et à nos domaines d'étude en général. Les universitaires de ce groupe ont traité de ce que cela signifie de faire une place aux connaissances élaborées en collaboration avec des chercheuses et chercheurs blancs tout en permettant aux



universitaires noirs de produire des idées dans des conditions d'égalité. Si la recherche dans ce domaine exige de prêter une attention particulière à la positionnalité, comme le genre,

l'âge, la race, la classe, le handicap, sa réalisation ne va pas de soi. Jouer avec la politique à différents endroits est essentiel ; cela pousse la chercheuse ou le chercheur à concrétiser/rompre les notions dominantes de son rôle. La recherche ne devrait pas consister à usurper des idées et des informations pour le pouvoir du chercheur, mais viser plutôt à renforcer et développer une « organisation sociale de la vie » qui soit égalitaire.

Plus important encore, ces séries de tables rondes ont fait ressortir que la recherche et les chercheurs ne doivent pas exclure les voix marginales, mais bien faire tout leur possible pour les identifier et les intégrer de manière sensible à leur travail en prêtant attention aux bailleurs de fonds et aux dynamiques relationnelles dans le cadre desquelles ces projets sont entrepris. Mener des recherches depuis l'hémisphère sud exige que la ou le chercheur prête attention aux rapports de pouvoir géopolitique, notamment aux inégalités dans les questions de financement et aux hiérarchies institutionnelles qui déterminent qui est structurellement central, marginalisé ou relégué à des conditions de violence, sur le plan de la réduction en esclavage et de la recherche. Une approche de recherche et de production de connaissances de l'hémisphère sud cherche à intégrer les personnes laissées pour compte par le passé et encore aujourd'hui en raison soit d'un manque d'accès aux ressources ou de positions institutionnelles hiérarchiques de pouvoir. Au lieu de prendre ces structures pour acquises, du point de vue éthique et politique, les chercheuses et chercheurs doivent en tenir compte et les remettre en question, et non simplement les renforcer.

Finalement, les panélistes ont signalé que cette conférence avait permis aux chercheuses et chercheurs d'Afrique et de l'hémisphère sud de se regarder de près les uns les autres. S'il existe une inégalité structurelle des positions, que l'on soit d'un certain endroit du continent africain ou de l'hémisphère sud, ces chercheurs et chercheuses ont souligné que « nous » prenons part à la conversation pour établir des collaborations et des réseaux de connaissances qui permettent la mise en place de conditions propices à la recherche visant la justice sociale pour les communautés pour lesquelles travaille le partenariat ECtG. La dernière session a porté sur les multiples façons dont les connaissances de différents endroits et de chercheuses et chercheurs de différentes positions hiérarchiques sont utilisées par les chercheurs et chercheuses en Afrique et dans l'hémisphère nord, dans les médias sociaux et les politiques sans que soient citées ni prises en compte les personnes y ayant contribué. Quelques chercheurs ont souligné que leurs sujets d'étude se sentaient exploités et que les témoignages publics ne donnaient pas lieu aux réparations et aux changements qui leur semblaient essentiels. Ils nous ont prié de prendre au sérieux l'agencéité, la positionnalité et le plaidoyer de multiples voix dans le travail que nous réalisons.

Les enjeux de l'économie politique des connaissances sont les enjeux concernant la vie sociale, les conditions qui l'orientent et la déterminent et, finalement, la conception d'un monde différent où la réduction en esclavage et le mariage forcé ne sont pas les principaux mécanismes et stratégies de pouvoir.

Nous tenons à remercier Anna Agathangelou d'avoir rédigé ce numéro de l'infolettre. Nous remercions également Allen Kiconco pour les photographies.